L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

E. P. WHEELER & Co. No 73, Rue St Charles, Coin de Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 9 MAI 1862

C. P. WHEELER, F. DUFOUR, F. LINET, G. HARDY — Editeurs-Propriétaires

VENDREDI MATIN, 9 MAI.

Vitesse à l'encan de ce jour.

Cour Parish, Cours Levée, Bourse, Commerce, Carondelet, Bienville et Bourbon—Ameublement, Literie, Batterie de cuisine, Liqueurs et vins.

Les droits des étrangers.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la question des Nouvelle Orléans d'une population étrangère qui représente un quart de la population totale, rappelle des conditions tout exceptionnelles aux hostilités actuelles. Cette considération a été vivement appuyée par une influence à laquelle on ne pouvait pas se prendre, le général Lovell, après le passage des forts par la flotte fédérale, de ne pas défendre la ville, bien qu'un fort feu dut heurter vers dans l'art de la guerre moderne, elle ne fût tenue avec quelques milliers de soldats. Les étrangers sont un droit d'asile des autorités militaires fédérales, pour la sécurité de leurs personnes et celle de leurs propriétés, un respect non moins grand qu'on avait que leur ont témoigné les autorités militaires confédérées. Ils sont neutres, ils ne peuvent se battre ainsi qu'ont fait avec le gouvernement [illegible] Unis, et ils doivent d'obéissance aux autorités établies, à ce qu'aucune atteinte ne soit portée directement à leurs droits comme personnes, voilà ce que le commandant militaire fédéral vient de proclamer à nouveau, et ce qu'il a déjà fait. Les corps ayant un commandant militaire fédéral ont reçu de lui l'ordre de veiller à ce que les étrangers ne soient pas molestés dans leurs personnes ou dans leurs propriétés, et ils ont été invités à faire connaître à leurs chefs immédiats toutes les violences dont ils pourraient être victimes. Ces ordres ont été exécutés avec une grande sévérité, et ils ont produit un effet salutaire. Les étrangers sont en droit d'attendre des autorités militaires fédérales, pour la sécurité de leurs personnes et celle de leurs propriétés, un respect non moins grand que celui que leur ont témoigné les autorités militaires confédérées. Ils sont neutres, ils ne peuvent se battre ainsi qu'ont fait avec le gouvernement [illegible] Unis, et ils doivent d'obéissance aux autorités établies, à ce qu'aucune atteinte ne soit portée directement à leurs droits comme personnes, voilà ce que le commandant militaire fédéral vient de proclamer à nouveau, et ce qu'il a déjà fait. Les corps ayant un commandant militaire fédéral ont reçu de lui l'ordre de veiller à ce que les étrangers ne soient pas molestés dans leurs personnes ou dans leurs propriétés, et ils ont été invités à faire connaître à leurs chefs immédiats toutes les violences dont ils pourraient être victimes. Ces ordres ont été exécutés avec une grande sévérité, et ils ont produit un effet salutaire. Les étrangers ne sont pas molestés dans leurs personnes ou dans leurs propriétés, ils ne sont pas inquiétés dans l'exercice de leurs professions, ils ne sont pas empêchés de vaquer à leurs affaires, ils ne sont pas forcés de prendre les armes contre le gouvernement fédéral, ils ne sont pas astreints à faire le service de la garde urbaine, un service de police locale, sont exigés dans leur rôle de sujets ou de citoyens neutres, ils ne sont jamais mis en réquisition pour le service militaire